

Arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les aménagements pérennes et transitoires permettant des économies de prélèvements d'eau et la limitation des rejets dans le milieu des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que des mesures de gestion de crise

**Société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, lieu-dit « Le Carroi Potet »
à LA CELLE-SAINT-AVANT**

SAIPP/BE/N° 21 455

Le Préfet d'Indre-et-Loire,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu :

- le Code de l'environnement, et notamment son livre II, notamment les articles L.214-7 et L.211- et R. 181-45 et son livre V ;
- le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, parties législative et réglementaire ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- l'arrêté préfectoral n°19 268 du 5 juillet 2012 délivré à la société GSM relatif à la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de LA CELLE-SAINT-AVANT ;
- l'arrêté préfectoral n° 21 224 du 31 juillet 2023 imposant l'établissement d'un diagnostic des activités de la société GSM située au lieu-dit « le Carroi Potet », 37160 LA CELLE-SAINT-AVANT ;
- la réponse de la société GSM en date du 3 juin 2024 en application de cet arrêté ;
- l'information du pétitionnaire, en date du 4 octobre 2024, indiquant le changement de dénomination sociale de la société GSM en « HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS », avec pour nom commercial « HM FRANCE GRANULATS »;
- la réponse consolidée du 1^{er} avril 2025 de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS suite à la demande de complément de l'inspection des installations classées du 8 juillet 2024 ;

- le rapport et les propositions du 7 août 2025 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire ;
- la transmission, par courriel en date du 12 août 2025, à la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS du projet d'arrêté préfectoral sur lequel elle n'a émis aucune observation.

Considérant ce qui suit :

- les crises climatiques des étés 2022, 2023, 2024 , 2025 ont entraîné la mise en place de mesures de restriction des usages de l'eau dans le département d'Indre-et-Loire ;
- les prélèvements et rejets des industriels sont visés par des mesures de restriction d'usage en cas de crise climatique grave ;
- cette action constitue une priorité nationale définie par le Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche ;
- l'inspection des installations classées doit établir toute mesure permettant de limiter les prélèvements d'eau des entreprises et leurs rejets dans les milieux tout en préservant au mieux les activités industrielles ;
- les activités exercées dans l'établissement de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, lieu dit « le Carroi Potet » 37160 LA CELLE-SAINT-AVANT, génèrent des prélèvements significatifs d'eau dans le milieu naturel ;
- la carrière HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, a établi un diagnostic de ses prélèvements et de ses rejets et de gestion de crise, ainsi qu'un plan de travail permettant la mise en place d'aménagements pérennes ou transitoires afin de limiter ces prélèvements et ces rejets ;
- l'échange téléphonique du 2 juin 2025 entre la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS et l'unité interdépartementale DREAL 37 – 41 sur les éléments de réponse du 3 juin 2024 concernant le diagnostic de ses prélèvements et de ses rejets et de gestion de crise ainsi que les éléments de réponse à la demande de complément du 8 juillet 2024 ;
- l'article R. 181-45 du Code de l'environnement dispose que le préfet peut imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles [L. 181-3](#) et [L. 181-4](#) de ce même code rend nécessaire ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er}

En complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023, la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS doit mettre en place les aménagements actualisés proposés par elle-même le 1^{er} avril 2025.

Ces aménagements proposés sont présents dans le diagnostic des consommations d'eau des processus industriels et autres usages (domestiques, arrosages, lavage...) et de rejets dans le milieu, de sa carrière située au lieu-dit « le Carroi Potet » 37160 LA CELLE-SAINT-AVANT.

Ces aménagements permettent des réductions de prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi qu'une diminution des rejets dans le milieu ou les stations d'épurations.

Ces aménagements sont pérennes ou appliqués en cas de sécheresse et donc limités dans le temps.

L'établissement met en place les mesures de gestion de la crise.

Article 2 – AMÉNAGEMENTS PÉRENNES

Le diagnostic a mis en évidence les aménagements pérennes suivants :

Aménagements réalisés :

1. Collecte et réemploi des eaux de ruissellement
2. Installation d'un clarificateur permettant une optimisation du recyclage des eaux se traduisant par une augmentation du pourcentage d'eau réutilisée (réutilisation de l'eau actuellement à 98 %)
3. Ajustement du taux de floculant dans le clarificateur (concentration constante de floculant permettant d'éviter la surutilisation des pompes en cas de concentration trop élevée)
4. Réduction du bassin tampon et étanchéification pour réduire son évaporation et son infiltration

Aménagements prévus :

1. Étude sur la réduction de la quantité d'eau utilisée pour le lavage des matériaux
2. Installation de clapets anti-retour aux pompes

Article 3 – PRÉVISIONS DE BESOINS EN EAU ET DE PRODUCTION DES REJETS

En début de chaque période estivale (du 1^{er} juin au 30 septembre), et au début de chaque mois pendant cette période, l'entreprise indique à l'inspection des installations classées les volumes d'eau qui lui seront nécessaires pour la poursuite de son activité au cours du mois qui suivra. À la fin de chaque mois pendant cette période, l'entreprise indique les volumes d'eaux prélevés et consommés. Ces informations sont présentes dans le bilan annuel adressé à l'inspection des installations classées.

Article 4 – AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES EN CAS DE CRISE HYDROLOGIQUE

Dès application d'un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du Code de l'environnement à l'échelle de la zone d'alerte concernée par l'établissement, telle que définie à l'article R. 211-67 du Code de l'environnement, l'exploitant met en place les dispositions suivantes, que cela soit pour le forage au Cénomanién ou le prélèvement dans la Creuse, présentes dans le tableau ci-dessous.

Équipement/ Usage	Action mise en place			
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Dispositions spécifiques issues de l'étude menée par l'exploitant devant comporter a minima les actions proposées ci- contre	<ul style="list-style-type: none"> – Information du personnel du seuil de sécheresse atteint et des restrictions applicables – Information immédiate du préfet de tout incident susceptible d'induire une pollution des réseaux d'alimentation en eau potable et des milieux naturels, notamment la masse d'eau de rejet – Interdiction des usages non-prioritaires : l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des véhicules, des murs, des sols et des voiries (hors nécessité pour la sécurité ou la salubrité) <p>Ces informations s'entendent sans préjudice des obligations résultant des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.</p>			
	Définition d'un programme renforcé de surveillance journalière des prélèvements d'eau, de la consommation nette (pour les paramètres ne faisant pas déjà l'objet d'un suivi continu ou journalier)	<ul style="list-style-type: none"> – Mise en œuvre du programme renforcé de surveillance – Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eau polluées (vidanges, nettoyages des équipements...) non strictement essentielles au maintien de l'activité de l'exploitation et de la sécurité du site 		
		– Transmission à l'IIC des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la parution de l'arrêté préfectoral de mesures restrictions de l'usage de l'eau. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines.	– Transmission des données de prélèvements, de rejets et la consommation nette à l'IIC à une fréquence hebdomadaire sauf pendant les périodes d'arrêts de la production supérieure à une semaine.	– Arrêt de l'activité sur décision du préfet.
Humidification des pistes			Usage minimum	Usage minimum
Lavage des engins (hors organes de sécurité)		Usage minimum	Arrêt de l'usage	Arrêt de l'usage
Lavage des godets			Usage minimum	Usage minimum
Lavage des matériaux				Usage minimum
Lavage de l'installation			Usage minimum	Arrêt de l'usage
Abattage des poussières		Usage minimum	Usage minimum	Usage minimum
Moyens de lutte en cas d'incendie	Bassin tampon de 1 200 m ³ . De par le fonctionnement de l'installation, le volume est disponible en toute période de l'année indépendamment de l'intensité de l'activité et facilement accessible.			

Équipement/ Usage	Action mise en place			
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
(internes et externes)				
Suivi de l'étiage	Hebdomadaire	Journalier		

Article 5 – DÉLAIS

Les aménagements pérennes évoqués dans l'article 2 devront être mis en place dans un délai de 9 mois à compter de la notification de cet arrêté. L'exploitant informe l'inspection des installations classées des aménagements réalisés.

Article 6 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Article 8 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de La Celle-Saint-Avant et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de La Celle-Saint-Avant pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

Article 9 – EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de LA CELLE-SAINT-AVANT, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant en lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le 29/08/2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

signé

Florence GOUACHE